

Les habitants des quartiers Nord-Est de Paris victimes d'incivilités exponentielles...



Article rédigé par *Huffpost*, le 15 avril 2019

Source [Huffpost] Dans le 18ème arrondissement et le nord du 10ème, les maux sont devenus endémiques: insécurité, saleté, trafics, disparition de la mixité femmes-hommes, toxicomanie, rixes, prostitution...

Être parisienne c'est un job supplémentaire à temps plein!" s'exclame une habitante des quartiers Nord-Est de [Paris](#) après avoir égrené le nombre de réunions mensuelles -jusqu'à 5 ou 6- auxquelles elle et d'autres participent, avec l'espoir de "faire avancer les choses" dans ce secteur de la capitale où la situation exige un véritable sursaut de la part des pouvoirs publics. Les responsables de la Ville comme de l'Etat ne peuvent ignorer à quel point les nuisances et les précarités de différents ordres s'y trouvent concentrées depuis plusieurs années déjà. Onze associations citoyennes du 18ème arrondissement et du Nord du 10ème, organisées en réseau (Réseau 10-18) pour des actions communes, le leur ont rappelé récemment dans une lettre ouverte.

Si chaque quartier concerné a des spécificités, tous ont en commun de souffrir de maux devenus endémiques et dont la liste est longue comme une nuit sans fin: insécurité, saleté, incivilités, trafics en tous genres, toxicomanie, rixes, prostitution, ghettoïsation, [disparition progressive de la mixité femmes-hommes](#)...

L'exaspération de ces associations est aujourd'hui à son comble. D'autant plus que l'intégration de leurs quartiers à la Zone de sécurité prioritaire (ZSP 10-18) n'a pas produit les effets espérés, en dépit des efforts de la police que chacun s'accorde à reconnaître.

Réunies le 15 février dernier [autour de Benjamin Griveaux](#), à l'époque porte-parole du gouvernement, qui avait souhaité les rencontrer suite à leur lettre ouverte, chacune de ces associations y est allée de ses doléances. Candidat à la Mairie de Paris en 2020, le député Pierre-Yves Bournazel, élu du 18ème, a tenu lui aussi à les entendre. En février, c'est Emmanuel Grégoire, premier-adjoint d' [Anne Hidalgo](#) qui les avait reçues, avant de leur accorder un nouveau rendez-vous le 8 avril et leur promettre des réponses précises à leurs demandes.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)